LE NOUVEAU MINISTÈRE

devant la Chambre

Nous avons donné hier la première partie du compte-rendu de la séance de la Chambre du lundi 26 juin; voici la suite :

L'Interpellation Ernest Roche

M. le Président lit une lettre de M. de Cassagnac disant qu'il renonce à interpeller pour qu'on ne puisse pas dire que c'est un membre de a droite qui a fait la majorité autour du cabinet.

Puis il annonce qu'il reste trois demandes d'interpellation de MM. Ernest Roche, Mirman et Viviani.

M. Ernest Roche. — L'heure est venue pour chacun de prendre ses responsabilités. Ce qui importe le plus que la déclaration, ce sont les noms, le passé des hommes qui sont devant nous. Nous avons le droit de les rechercher, de les apprécier.

Cris à gauche : Et Boulanger? Vous étiez avec lui.

M. Roche. — Un seul ministère est possible, celui qui nous ramènera à Versailles, afin de donner au pays une constitution *républicaine*.

Cris à l'extrême gauche : Vous êtes un Versaillais. Vous étiez sergent dans l'armée de Versailles.

M. Roche. — J'attends ceux qui m'attaquent sur tous les terrains.

On a constitué un cabinet de nature à rappeler nos scandales et nos deuils. On l'a constitué en vue d'une affaire spéciale. (Vifs applaudissements à droite et au centre).

Pour expliquer cela, on a dit que la République était en danger. C'est un mensonge, c'est une comédie que vous jouez. (Applaudissements et violentes protestations).

Ce ministère est le ministère de celui qui est le digne neveu de son oncle que le suffrage universel a rejeté comme une immondice. (Applaudissements à droite et sur quelques bancs de l'extrême gauche.)

On veut rétablir la domination du Panama, rouvrir l'ère des tripotages. (Tumulte.)

Pour cette œuvre, il vous fallait une dictature militaire, et vous êtes allés chercher l'homme de toutes les besognes, l'homme de la Semaine sanglante, M. de Galliffet. (Applaudissements à l'extrême gauche, mouvements divers, bruit.)

M. le Président. — Je vous invite à respecter les membres du gouvernement.

Cris à l'extrême gauche : Non! non! pas celui-là.

M. Roche. — Jamais vous ne ferez comprendre au peuple que, sous prétexte de sauver la République, il fut besoin de nous mettre sous la protection d'un général qui s'est baigné dans son sang, qui est l'horreur de l'humanité, qui devrait être au ban de la civilisation. (Protestations sur divers bancs, applaudissements et acclamations à l'extrême gauche).

M. le Président. — Je vais vous retirer la parole.

M. Roche. — Ce n'est pas un ministère que nous avons devant nous, c'est un syndicat. (Applaudissements sur divers bancs).

M. Millerand affecte toujours d'écrire (Agitation prolongée).

L'INTERPELLATION MIRMAN

M. Mirman succède à M. Roche.

Je viens, dit-il, remplir un devoir républicain; il y a, dans ce Cabinet, des hommes qui ont tout mon respect : je suis convaincu, notamment, que le ministre du commerce exercera, dans ce suspect et momentané ministère, une surveillance de tous les instants. (Rires et applaudissements ironiques à droite et au centre.)

M. Millerand écrit toujours.

M. Mirman. — Mais ce Cabinet n'en sera pas moins, dans l'histoire, le Cabinet Galliffet. (Applaudissements.)

M. de Galliffet garde la même attitude de défi hautain.

Incident sensationnel

M. Mirman. — Deux hommes ne sauraient représenter l'opinion républicaine dans ce cabinet : M. de Galliffet et M. de Lanessan. (*Sensation prolongée*).

M. de Lanessan pâlit.

M. Mirman rappelle comment M. Delcassé, en 1894, révoqua M. de Lanessan, gouverneur-général de l'Indo-Chine, pour avoir communiqué des rapports officiels à M. Canivet, un bandit de la presse.

M. Delcassé paraît fort ennuyé, mais pas autant que M. de Lanessan.

Le réquisitoire virulent de M. Mirman produit une grosse impression.

M. Bos, qui proteste, se fait huer.

M. Mirman. — Je demande à M. de Lanessan quelle autorité il aura, après s'être compromis avec des maîtres chanteurs. (Salve d'applaudissements à droite et au centre et en partie à gauche.)

Oui, quelle autorité aura-t-il, pour imposer la discipline à ses subordonnés qui livreraient eux-mêmes des documents, et pour exercer la charge dont il a assumé la responsabilité? (Double salve sur les mêmes bancs; émotion prolongée.)

M. de Lanessan, M. Delcassé, M. Waldeck-Rousseau lui même sont atterrés.

M. Mirman. — Tous les bons républicains applaudirent à la révocation de M. de Lanessan, mais, lui-même, prétendit alors que le motif n'en était qu'un prétexte ridicule : on pensa alors qu'il pouvait y avoir d'autres raisons à cette mesure : eh bien, aujourd'hui que M. de Lanessan est à un poste de confiance, à la tête de notre marine, je viens demander à M. Delcassé, qui dirige les intérêts extérieurs de la France, et doit pouvoir le faire avec honneur, pour quelles raisons véritables il a révoqué M. de Lanessan. (Vifs applaudissements).

Nous en avons assez de cette atmosphère irrespirable, créée par les fautes des uns, la faiblesse complaisante des autres... (Tonnerre d'applaudissements sur presque tous les bancs) ... et entretenue par une influence mystérieuse. (Nouvelle salve).

Il nous faut un air pur, qui rende, à la France sa vigueur physique et morale. (Double salve d'applaudissements et acclamations).

M. Delcassé est terreux; M. de Lanessan s'écroule à son banc.

M. Mirman. — Dites-nous pour qu'elles raisons louches vous avez confié un poste de la défense nationale à l'homme qu'en 1894, vous jugiez indigne de faire un simple gouverneur général,

M. de Lanessan va-t-il prendre M. Canivet pour son sous-secrétaire d'Etat?

La salle presque entière fait une longue ovation à M. Mirman.

L'orateur passe ensuite à M. de Galliffet; il rappelle l'article du *Figaro*, paru en juillet 1894, c'était dit-il, d'un cynisme odieux de soudard. (Applaudissements sur divers bancs.

M. de Galliffet hausse les épaules.

M. Mirman. — Le groupe socialiste, sous la présidence de M. Millerand lui-même, vota un ordre du jour blâmant le gouvernement de vouloir sauver, de la flétrissure, un général coupable d'avoir trahi l'intérêt national. (Applaudissements ironiques à droite et au centre).

On se tourne vers M. Millerand qui écrit de plus belle.

M. Marcel Sauzet. — Le général Mercier, alors ministre, couvrit le général de Galliffet; on verra comment M. de Galliffet, à son tour, défendra le général Mercier. (Vifs applaudissements à droite et au centre.)

Tous les regards se portent vers M. de Galliffet qui reste impassible.

M. Mirman. — Quelles sont donc les raisons qui échappent à une âme simple et droite, pour lesquelles vous êtes allés chercher le général marquis de Galliffet, dont le sabre a trempé hideusement dans le sang républicain? (Longs applaudissements à l'extrême gauche.)

Pour sauver la République, vous allez chercher MM. de Galliffet et de Lanessan, l'ami de Joseph Reinach et l'ami de Canivet (Applaudissements): il est des concours que, pour moi, je n'admettrai jamais. (Nouveaux applaudissements.)

Les mesures qui ont pour objet d'appliquer toute la loi aux auteurs des crimes et des délits, de faire rentrer, dans le rang, les chefs bavards ou brouillons, tout le monde les approuvera; *mais, pour cette œuvre républicaine*, je répète qu'il y a des concours qu'on ne peut accepter; le cœur se soulève de dégoût à voir sortir, de l'oubli, tous les bandits, les vendus, les prêtres du veau d'or. (Tonnerre d'applaudissements à droite et en partie au centre et à gauche.)

On s'est coalisé pour sauver les panamistes, les grands coupables, mais, que ceux qui ont été de mèche avec Reinach, Cornélius Herz, Arton se taisent, à l'heure où le peuple demande qu'on poursuive ceux qui furent de mèche avec Esterhazy. (Salve d'applaudissements).

L'orateur développe ce thème. Il prononce un éloquent réquisitoire contre les anciens panamistes aux applaudissements répétés et chaleureux d'une grande partie de la Chambre.

M. Habert. — Du haut de la Tour Eiffel, cinquante siècles nous contemplent. (Rires.)

M. Mirman. — Pour faire, à la France, l'aumône d'un peu d'ordre, et de justice, en arriver là, grand Dieu! Non, je refuse de discuter, fut-ce un instant, avec les amis des Canivet, et des Reinach, sur les mesures à prendre pour sauver la République. (Salve prolongée)

Il faut dissiper ce cauchemar.

La droite, le centre, l'extrême-gauche, debout, apostrophent le ministère : A la porte! à la porte! crie-t-on. (Emotion prolongée).

M. Mirman se répète un peu; il lasse la Chambre. En terminant, il s'écrie : Nous ne voulons ni des fripons, ni des meurtriers, ni des hommes de boue, ni des hommes de sang.

Il est rappelé à l'ordre pour ce dernier mot.

En regagnant sa place, il reçoit des félicitations; son discours a fait une grosse impression sur une grande partie de la Chambre; l'émotion est très vive.

L'INTERPELLATION VIVIANI

M. Viviani lui succède (mouvement d'attention). Je viens, dit-il, expliquer mon attitude et celle de mes amis en face du Cabinet.

Le président du Conseil a toujours été notre ennemi; il nous a combattus, mais sans les procédés répugnants de certains hommes... (Cris à l'extrême gauche : Méline).

Le rôle de M. de Galliffet ne peut assurément être oublié par le peuple, ni effacé de l'histoire. (Applaudissement à l'extrême gauche.)

Si nous en sommes réduits à accepter certains concours, c'est qu'il ne s'est pas trouvé un homme dans le personnel gouvernemental qui, au nom de la République, ait voulu assumer la responsabilité de faire rentrer, dans l'ordre, les généraux révoltés. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les amis de M. Bourgeois et de M. Brisson paraissent gênés.

Depuel droit ceux qui ont reculé, devant le pouvoir, ont-ils attaqué ceux qui assument la responsabilité? Quelques applaudissements).

M. Viviani est peu suivi. A l'extrême gauche on le sait d'ailleurs mal à l'aise; sa thèse est grossièrement sophistique; *pour rallier ses amis, il prend à parti M. Méline*, dont l'application républicaine a préparé la réaction cléricale et césarienne. Cette fois, les socialistes applaudissent et conspuent M. Méline encore.

M. Viviani. — Je le dis sous ma responsabilité; pour moi je soutiendrai un Cabinet de défense républicaine, même conduit par mes implacables ennemis. (Protestations à l'extrême gauche.)

Je le soutiendrai à condition qu'ils accomplissent des actes républicains. Les premières mesures prises, quoique anodines, on rétabli le silence, et fait rentrer, sous terre, une *manifestation* dès longtemps annoncée.

Provisoirement, jusqu'à ce que le péril ait disparu, je soutiendrai ceux qui accompliront une tâche républicaine. La présence d'un élu socialiste dans ce cabinet y met une garantie. Je le salue dans son courage tranquille et résolu. Je salue en lui, l'avènement du parti socialiste au pouvoir. (Exclamations ironiques à droite et au centre). M. Viviani obtient peu de succès.

Discours de M. Waldeck-Rousseau

Président du Conseil

M. le Président du Conseil monte à la tribune au milieu d'un silence saisissant : il paraît troublé. On crie à l'extrême gauche : « Vive Galliffet! »

M. Waldeck-Rousseau. — MM. Mirman et Ernest Roche, dit-il, m'avaient annoncé une interpellation sur la politique générale du Cabinet. Or, ils se sont bornés à attaquer deux membres du Cabinet. Ils ont réédité des polémiques datant de 1894. Notre déclaration n'apparaît pas avoir soulevé de critiques. (Vives protestations sur de nombreux bancs.)

M. Magnien apostrophe l'orateur.

M. le Président s'égosille à obtenir le silence.

M. le Président du Conseil. — Un ordre du jour, voté, en 1894, a fait justice des accusations portées contre un des membres du Cabinet. (Nouvelles protestations.)

Cris à l'extrême gauche : Non! non! Assassin! Vive la Commune!)

M. le Président du Conseil explique la pensée qui a présidé à la formation du Cabinet le 12 juin. La Chambre manifestait sa volonté de défendre les institutions républicaines. Le Cabinet n'a pas d'autres préoccupations que de répondre à cette volonté. (Interruptions.)

Sans doute, sur bien des questions, il y a des divergences entre les membres du Cabinet (hilarité); mais tous, nous sommes réunis dans un sentiment supérieur, celui de la défense républicaine.

M. Le Hérissé. — Sauvons Dreyfus. (Applaudissements prolongés à droite.)

Cris divers : Vous communiez en Rothschild!

M. Pierre Richard. — Galliffet a jeté la statue de la République à l'eau, à Dijon. (Tumulte prolongé).

M. le Président du Conseil. — Pour faire face à la réaction, nous avons groupé des hommes unis dans le même idéal républicain (Exclamations ironiques, bruit incessant), et des hommes représentant toutes les nuances du parti.

Le cabinet a déjà pris des responsabilités, mais avant d'aller plus loin, il a considéré qu'il lui fallait l'appui du Parlement. (Applaudissements).

Cris à droite et à l'extrême gauche : Vous ne l'avez pas.

M. le Président du Conseil. — Ces mesures, tout gouvernement les aurait prises, car on ne peut admettre que l'armée se fasse juge de la politique. (Seuls, les radicaux applaudissent.

Si de nouvelles fautes ne sont pas commises, l'avertissement suffira, pensons-nous, et nous n'aurons pas de nouvelles mesures à prendre. (Applaudissements ironiques à droite et au centre).

Les socialistes ont l'air déconfit.

M. Coniéo d'Ornano. — Qu'en pense M. Millerand? (Bruit.)

M. le Président du Conseil. — Le Cabinet a également écarté tout acte de nature à peser sur la justice, à laquelle il entend laisser l'indépendance la plus absolue. (Applaudissements ironiques à droite et au centre.)

Pour le coup, socialistes et radicaux font une drôle de figure.

M. le Président du Conseil. — Ce n'est pas de notre côté, c'est de l'autre, qu'on a attaqué, outragé la justice; la magistrature cherche à peser sur elle. (L'extrême gauche applaudit, la droite proteste).

M. le Président du Conseil. — Oui, nous respecterons l'*indépendance de la justice*.

M. Julien Goujon. — Vous n'avez pas le droit de vous occuper du procès. (Applaudissements à droite, protestations, bruit, cris divers).

M. Waldeck-Rousseau fait l'apologie du général de Galliffet. Nul plus que lui ne s'est incliné spontanément devant la Constitution. (Rumeurs et protestations).

M. Charles Bernard. — Il a déboulonné la colonne de la République à Dijon. (Bruit.)

M. le Président. — Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès verbal.

M. Waldeck-Rousseau. — Nous avons demandé son concours, au général de Galliffet, car il n'est pas de général qui se soit montré plus inflexible sur la discipline.

Les interruptions sont incessantes.

Le Président multiplie les rappels à l'ordre.

M. le Président du Conseil. — Nous avons pensé que les mesures pourraient être d'autant plus modérées, qu'elles viendraient d'une autorité plus haute.

Dans la formation du Cabinet, nous n'avons pas rencontré de compétitions bien vives, ce qui prouve la difficulté de la tâche. (Applaudissements ironiques.) Quoiqu'il arrive, j'aurai confiance d'avoir fait mon devoir. (Les radicaux applaudissent au banc du gouvernement, M. Millerand associe ses applaudissements aux leurs.)

Cris à l'extrême gauche : Vive le père Dulac!

M. Waldeck-Rousseau. — Ceux qui nous désapprouvent, expliqueront comment ils auraient procédé à notre place. (Le président du Conseil est à peine applaudi.)

Il n'a pas soufflé mot de M. de Lanessan. Son talent, sa présence d'esprit habituels semblaient d'ailleurs l'avoir abandonné. MM. Millerand et de Galliffet lui serrent la main.

M. Magniaudé. — Je devais parler, mais je renonce à piétiner sur un cadavre. (Vifs applaudissements à droite et au centre.)

Discours de M. Vaillant

M. Vaillant tient à faire une distinction, entre les attaques de ses amis contre le Cabinet, et celles de la droite et des nationalistes.

La constitution du Cabinet, dit-il, est un défi à la conscience publique. L'assassin de la Commune...

M. le Président. — Je vous invite à ne pas employer de telles expressions. (Bruit.)

M. Vaillant. — Je ne peux croire que cet homme va combattre le militarisme, et défendre la République. Nous ne pouvons soutenir un homme pareil. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

LES ORDRES DU JOUR

M. le Président. — J'ai reçu huit ordres du jour :

1° de M. Allard; 2° de MM. Lagasse et Chauvin; 3° de M. Louis Brunet; 4° de M. Turigny; 5° de M. Fernand Brun; 6° de M. Magniaudé; 7° de M. Périllier; 8° de MM. Laloge et Fournières.

Tous ces ordres du jour repoussent la présence du général de Galliffet à la Guerre; seul, celui de M. de Périllier approuve simplement les déclarations et les actes du Gouvernement.

M. Waldeck-Rousseau. — Le Gouvernement accepte l'ordre du jour Périllier.

Cris nombreux : *L'ordre du jour pur et simple!*

L'agitation, un instant calmée, reprend de plus belle.

Déclaration des radicaux

M. de la Porte, en son nom, et au nom de ses amis, vient protester contre l'ordre du jour pur et simple. Il lit une déclaration signée de deux cents de ses collègues et par laquelle ils estiment que le gouvernement étant formé sur une pensée d'union républicaine, ils lui donneront leur concours, dans l'intérêt supérieur du pays, pour toutes les mesures qu'exige la défense républicaine.

Pendant cette lecture, on crie de divers côtés : Vive Panama! Vive Canivet! Vive Reinach!

Discours de M. Hémon

M. Hémon vient, à son tour, faire une déclaration. Mes amis et moi, dit-il, nous voudrions pouvoir suivre M. Waldeck-Rousseau, dont les idées sont les nôtres; mais ce ministère n'est pas le sien, nous ne le soutiendrons pas. (Applaudissements.) On invoque le péril, où est-il donc le grave péril?

Cris à l'extrême gauche : Le péril, c'est Méline!

Cris à droite : Le péril est à gauche!

M. Hémon. — *On joue du salut de la République; à l'allure dont vont les choses il sera peut être temps d'y songer sérieusement.* Le péril, c'est ici qu'il est, dans le gouvernement. (Vifs applaudissements.) C'est vous qui le faites naître. Comment voulez-vous que nos amis de province s'y reconnaissent quand ils voient la défense de la République confiée à ces pires ennemis d'hier.

Vous leur donnez une leçon de scepticisme et d'immoralité politique. Oui, vous préparez un tas de sceptiques, et c'est là une énormité, un monstre qu'on n'avait pas encore vu dans le monde.

On va à une faillite qui aura, dans l'histoire, un douloureux retentissement.

Les paroles de M. Hémon sont applaudies au centre et même à droite.

Discours de M. de Mahy

M. de Mahy veut parler. On l'en empêche. Mais il persiste à occuper la tribune. Le gouvernement l'inquiète, au point de vue extérieur, dit-il; le ministre actuel de la marine, qui n'a pas craint de traiter l'entreprise glorieuse de Marchand d'aventure de condottières, a ainsi fourni, à la diplomatie étrangère, l'argument dont elle s'est servi contre nous. C'est un crime et ce crime, M. de Lanessan l'a commis. (Vifs applaudissements au centre et à droite).

La gauche n'a cessé de faire obstruction. Le désordre, le tumulte sont à leur comble. M. le président est impuissant à diriger les débats. Pendant le discours de M. de Mahy, le général de Galliffet a quitté la salle, sans attirer l'attention.

Déclarations diverses

M. Zévaès vient refaire, en partie, le discours de M. Roche, en partie celui de M. Vaillant. Il conclut que ses amis et lui, pour ne pas être confondus avec la droite, s'abstiendront. (Applaudissements).

M. Pelletan déclare, à son tour, que quelques-uns de ses amis et lui s'abstiendront. Nous sommes convaincus, dit-il, de la nécessité de l'œuvre que le Cabinet est chargé d'accomplir.

Nous ne voulons donc pas confondre nos votes avec ceux des députés qui veulent empêcher cette œuvre de salut républicain; mais il y a des solidarités qui sont une fosse infranchissable. Nous ne pouvons croire que la France en soit venue à ce point, qu'un seul homme puisse prendre les mesures qui s'imposent. (Applaudissements).

Le surexcitation est de plus en plus grande. La Chambre est en proie à une véritable fièvre. Le général de Galliffet vient de rentrer; il regagne sa place. M. de Cassagnac lui serre la main au passage. Le général porte la médaille militaire.

Déclaration de M. Brisson

Mais voici le solennel M. Brisson, qui apparaît à la tribune. Ses amis lui font une ovation.

M. de Cassagnac. — Voilà la pompe funèbre. (Rires.)

M. Brisson rappelle son passé républicain. En 1871, il fut le premier à demander l'amnistie. C'était alors, l'oubli des drames sanglants, des haines profondes.

Je vous en conjure, faisons l'union de tous les bons républicains contre les entreprises de la réaction. On travaille à refaire une majorité de droite contre la gauche; unissons-nous, ne faisons pas le jeu de nos ennemis de trente ans; votons pour le gouvernement, c'est-à-dire pour la République.

Les radicaux font une longue ovation à M. Brisson.

M. Doumergue vient dire : le vieux républicain Brisson nous a tracé le devoir. On voit que c'est là que la grosse partie se joue. Le centre et la droite applaudissent ironiquement. Le coup de théâtre est en effet visible.

La clôture est de nouveau prononcée.

L'ORDRE DU JOUR PUR ET SIMPLE

Le président annonce qu'il met, aux voix, l'ordre du jour pur et simple, qui a la priorité de droit. C'est M. Le Myre de Vilers qui l'a demandé.

Le gouvernement le repousse bien entendu. Le scrutin a lieu au milieu d'une agitation inouïe. La confusion est partout. Tous les groupes sont disloqués. Au centre, on entoure M. Méline.

Partout, on voit des députés hésitants, qui cherchent le mot d'ordre. Des altercations s'élèvent entre MM. Brisson et Mesureur; entre MM. Morinaud et M. Simyan. On sépare ces derniers prêts à en venir aux mains. Il y a beaucoup d'abstentions.

Le Président annonce un pointage. La séance est suspendue. La plupart des députés s'élancent dans les couloirs; les ministres restent là. MM. Viviani et quelques amis entourent M. Millerand.

M. de Cassagnac vient causer avec M. de Galliffet. Puis ce sont MM. de Galliffet et Millerand qui s'entretiennent amicalement. Le spectacle n'est pas banal.

Le général, un instant après, monte dans les travées avec M. Meyers. Il arrive sous les galeries, salue quelques dames et cause avec elles. Il est l'objet de l'attention générale.

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance est reprise à 6 heures 15.

Le Président proclame les résultats suivants :

Votants 519
Majorité absolue..... 260
Pour 248
Contre..... 271

L'ordre du jour pur et simple est repoussé. (Applaudissements aux bancs radicaux : cris « Vive la République! »

De nouveaux ordres du jour ont été déposés par MM. Maxiaude et Tourgnol.

M. Allard demande la priorité en faveur de son ordre du jour; disant que le caractère de défense républicaine ne peut être accordé à un cabinet dont fait partie M. de Galliffet.

La priorité en faveur de cet ordre du jour est repoussée par 377 voix contre 74 sur 448 votants.

La fièvre du désordre règne. La bataille atteint au degré d'âpreté inouï.

La priorité en faveur de l'ordre du jour Brunet est demandée. Cet ordre du jour dit qu'on ne doit confier la garde de la République et la direction de l'armée qu'à des républicains éprouvés.

Le gouvernement repousse la priorité; même confusion apparente dans ce scrutin que dans le précédent; mais cette fois il n'y a pas d'abstentions.

M. Méline ne paraît pas d'accord avec certains de ses amis personnels. Il vote contre.

La priorité pour l'ordre du jour Brunet est repoussée par 292 voix contre 279. (Mouvements divers.)

On crie : pointage! pointage!

En effet, les trente voix d'écart réglementaire n'y sont pas. Mais le président déclare que la décision du bureau est souveraine.

La priorité, en faveur de l'ordre du jour Turigny, est encore repoussée.

On arrive à l'ordre du jour Périllier. C'est l'ordre du jour de confiance. On touche à l'instant critique.

L'ORDRE DU JOUR DE CONFIANCE

Le Président en donne lecture, puis il ouvre le scrutin au fond. L'ordre du jour approuve les déclarations et les actes du gouvernement.

M. Julien Goujon a proposé une addition ainsi conçue : « Mais regrettant la composition du Cabinet. » Cette addition ne sera mise aux voix qu'ensuite.

La Chambre présente la physionomie la plus curieuse, et son état de fièvre est impossible à décrire. La bataille est acharnée. Au centre, on entoure M. Méline. Ses amis et lui votent contre.

Le groupe de M. Aynard vote pour.

A l'extrême gauche, MM. Charles Bos et Viviani catéchisent ardemment les socialistes, dont la plupart finalement faiblissent et votent blanc.

M. Bos serre, avec chaleur, les mains de M. Sembat. La haine, la peur qu'inspire M. Méline domine, étouffe tout sentiment de pudeur.

M. le Président annonce encore le pointage. La séance est de nouveau suspendue.

Pendant la suspension, les radicaux, dont M. Guyot-Dessaigne, viennent féliciter M. Millerand. M. de Galliffet est entouré par MM. de Mun, Piou, de Montfort, de Lanjuinais, l'amiral Ricunier. Le général plaisante, paraît très gai; il semble rassurer les inquiétudes qu'on pourrait avoir à son sujet.

ADOPTION

de l'ordre du jour de confiance

La séance est reprise à 7 heures. Le président proclame les résultats suivants :

Votants..... 499
Majorité absolue 250
Pour 262
Contre..... 237

L'ordre du jour de confiance est adopté.

Radicaux et socialistes, debout, applaudissent frénétiquement et crient à pleins poumons : « Vive la République! »

Une vive altercation s'élève entre M. Déroulède et ses voisins socialistes.

La Chambre est au paroxysme de l'excitation. Cette journée fera date dans les fastes parlementaires.

L'ADJONCTION JULIEN GOUJON

M. le Président. — Avant de mettre aux voix l'adjonction de M. Julien Goujon, je voudrais présenter une observation à la Chambre. Je me demande si, mettre une adjonction semblable aux voix, ne serait pas découvrir la personne du chef de l'Etat. (Radicaux et socialistes éclatent en applaudissements et crient : *Vive Loubet! A bas Méline!*)

Cette manifestation dure cinq minutes.

M. le Président. — En outre, l'esprit de l'adjonction paraît en contradiction avec celui de l'ordre du jour. Je me demande donc si la mettre aux voix ne serait pas inconstitutionnel et anti-réglementaire. (Nouvelles salves d'applaudissements à l'extrême gauche.) M. Julien Goujon ne pourrait-il pas rédiger autrement son adjonction?

M. Lasies, qui interrompt, au milieu du tumulte, est rappelé à l'ordre.

M. Julien Goujon monte à la tribune; l'extrême gauche le conspue; on lui adresse toutes sortes d'injures et de basses plaisanteries.

L'orateur parvient à expliquer, néanmoins, qu'il n'a pas entendu viser le Président de la République : « Je ne lui fais pas l'injure de croire que c'est lui qui a choisi certains membres du Cabinet. (Violentes protestations à l'extrême gauche qui hue, de plus belle, l'orateur).

Le Président. — Je vous invite à laisser la personne du président de la République en dehors du débat.

M. Julien Goujon, finalement, modifie son texte : Et sans se prononcer sur la composition du Cabinet »

M. Pourquery de Boisserin tient à déclarer qu'il a voté contre le Cabinet, mais qu'il apprécie beaucoup le courage de ceux de ses amis qui ont accepté d'en faire partie : ils ont, dit-il, rendu un service signalé au pays.

On le sifle littéralement.

M. Julien Goujon retire, on ne sait pourquoi, son adjonction au milieu du tumulte; l'extrême gauche applaudit ironiquement.

INCIDENT

M. Caillaux, ministre des Finances. — Je demande la mise, en tête de l'ordre du jour, du projet sur les taxes de l'octroi.

M. Millerand, ministre du Commerce, demande la parole. L'extrême gauche se lève. Pacelame pendant cinq minutes : Vive Millerand! Vive la République! Vive la sociale!

La droite crie ironiquement : Vive Galliffet!

Quand le Président dit : La parole est au ministre du commerce, l'ovation reprend à l'extrême-gauche. Elle redouble quand M. Millerand paraît à la tribune.

M. Millerand. — Je rappelle à la Chambre que la loi sur les accidents du travail doit être votée avant le 1er juillet. Je demande donc le maintien de cette loi en tête de l'ordre du jour. Je demande, en outre, à la Chambre, de siéger demain. (Nouveaux applaudissements),

La Chambre décide de siéger, demain, à deux heures.

La séance est levée à 7 heures 35, au milieu d'une vive émotion.

MAUVAIS PRÉSAGE

(D'un correspondant particulier)

Paris, 26 juin. — Le monstre vivra : une majorité de 13 voix a assuré son existence; 13 voix! chiffre fatidique, mauvais présage.

Que pourrions-nous, d'ailleurs, attendre de bon d'un gouvernement pareil?

De toutes les surprises que nous a réservées l'« Affaire », celle-là n'est pas la moindre qui, à nos yeux ébahis, a réuni, dans un commun idéal républicain — le mot est du Président du Conseil — des hommes d'opinion et d'origine aussi différentes que le général marquis de Galliffet et le collectiviste Millerand.

Par suite de quelle aberration d'esprit, de quelle déviation du sens moral, un tel Cabinet est-il devenu possible dans notre pays de France, terre classique du bon sens, de la clarté et de la franchise? Et par suite de quelle infernale suggestion, a-t-on pu faire entendre, à la majorité de la Chambre, qu'un péril, on ne sait lequel, imposait, à la tête des affaires publiques, une aussi étrange coalition?

L'homme néfaste qui, avec le concours de ses pareils, a organisé la campagne dont notre pays se meurt, nous avait menacés d'aller, pour arriver à ses fins, jusqu'au chambardement! Eh! bien s'il n'est pas encore dans la rue, le chambardement, il est dans les esprits, car il faut bien que l'Affaire ait mis les cervelles à l'envers, pour qu'un pareil gouvernement ait pu, non seulement se constituer, mais encore trouver une majorité pour le soutenir!

Le péril républicain, mais qui donc y croit? Personne, et il y croit moins que personne, ce fantaisiste du sabre, ce dilettante de la répression, ce soldat qui eut toujours l'obéissance indépendante et qui abandonne, tout-à-coup les pratiques de la retraite pour rappeler ses anciens camarades à l'obéissance passive, ce général écrivassier et bavard qui vient, ô amère ironie! rétablir le silence dans les rangs.

Et y croit-il davantage ce politicien marron, que M. Mirman, dans un discours qui est une belle action, a cloué au pilori de l'histoire?

Y croit-il au péril républicain ce brasseur d'affaires qui, révoqué il y a cinq ans de la fonction de gouverneur général de l'Indo-Chine pour un manquement grave à ses devoirs — la communication de documents confidentiels à un maître chanteur — est aujourd'hui placé à la tête de notre marine nationale pour y restaurer, sans doute, l'honneur et la discipline?

Il n'y croit pas davantage, pas plus que n'y croient les Delcassé, les Leygues, les Baudin et les Decrais.

Un vieux et ferme républicain, M. Hemon, l'a dit courageusement à la tribune, on peut interroger l'horizon : de quelque côté que scrute le regard, il ne verra poindre ni menace ni danger pour la République.

Non, ils n'y croient, ni les uns ni les autres, ni les membres du Cabinet, ni, à part quelques pauvres cervelles, les députés qui ont accordé à Waldeck, le blanc-seing qu'il demandait pour défendre les institutions menacées.

Mais, pour masquer le but inavouable, il fallait un prétexte.

Voulant sauver Dreyfus, on dit que c'est la République qu'on va sauver!

292 députés, quelques-uns inconscients, mais la plupart complices, ont souscrit à cet odieux subterfuge. Les voilà associés. Le pays apprendra demain leurs noms; qu'il les retienne pour le jour où les responsabilités seront établies.

Cet assemblage disparate ne survivra pas à la cause qui l'a fait naître, mais c'est trop qu'il vive jusque-là.

Nous craignons que, pendant les trois ou quatre mois qu'ils vont gouverner, les coalisés accumulent d'irréparables ruines, soulèvent d'implacables colères, et, dans un pays qui a tant besoin d'union, ravivent nos discordes au point de les rendre à jamais inextinguibles.

Avec des fantaisistes comme Waldeck et Galliffet, des semeurs de haine comme Millerand, tout est à craindre.

Sarrazanas

DERNIÈRES NOUVELLES

L'ordre du jour de confiance. — La décomposition du scrutin

Paris, 26 juin. — L'ordre du jour de confiance a quelque peu l'aspect d'une salade russe. Les partis se sont confondus; pourtant, à une seule exception près, la droite a voté contre; quelques droitiers se sont abstenus.

Le gros de la majorité de M. Waldeck-Rousseau se compose de radicaux-socialistes et de socialistes; une partie seulement de ces derniers se sont abstenus; deux ont voté contre.

Parmi les personnalités qui figurent dans la majorité, se rencontrent tous les panamistes.

Les modérés sont représentés par huit voix.

MM. Mesureur et Klotz, qui faisaient campagne contre le cabinet, ont voté pour.

Parmi les membres de l'opposition, il convient de citer, d'une façon générale, les membres de l'ancien Cabinet Méline, les amis personnels de M. Waldeck-Rousseau, comme MM. Audiffred et de Kerjégu, les nationalistes, un certain nombre de radicaux.

Les membres du cabinet Dupuy se sont, pour la plupart abstenus. M. Barthou et M. Ribot se sont également abstenus, ainsi que les amis de ce dernier.

Une partie des socialistes figure également parmi les abtentionnistes et aussi quelques radicaux-socialistes, plusieurs ralliés et pas mal de modérés.

Les votes des députés du Nord

Paris, 26 juin. — Voici les votes des députés de notre région dans le scrutin sur l'ordre du jour de confiance présenté par M. Périllier :

Ont voté contre : MM. Barrois, Henri Cochin, Dansette, l'abbé Lemire, Loyer, de Montalembert, E. Motte, Plichon, Rogez, des Rotours.

S'est abstenu : M. Guillain.

Tous les autres ont voté pour.

Le général de Galliffet et M. Déroulède

Paris, 26 juin. — Le *Gaulois* de demain dit que, dans les couloirs intimes de la Chambre, le général de Galliffet croise M. Déroulède. Le général s'avance et lui tend la main.

— *Non*, pas aujourd'hui, dit M. Déroulède.

— Aujourd'hui ou jamais, riposte le général.

— Alors, jamais.

La séance de la Chambre et les journaux de mardi matin

Paris, 26 juin. — Voici comment les principaux journaux de mardi matin apprécient la séance de la Chambre.

M. Rochefort écrit dans l'*Intransigeant* :

« Les plus madrés, parmi les radicaux et les prétendus socialistes, ont trouvé, en s'abstenant, moyen de faire triompher les conspirateurs judeo-allemands assis au banc des ministres.

» Ils pourront ainsi dire, à leurs électeurs stupéfaits : « Nous n'avons pas voté contre, nous l'avouons, mais nous n'avons pas non plus voté pour. »

» Waldeck-Rousseau et Galliffet trompent, mais le parti socialo-collectiviste s'est suicidé. »

Voici un extrait de l'article de M. Paul de Cassagnac dans l'*Autorité* :

« Ce ministère, si vainqueur qu'il soit en apparence, est mortellement atteint; il ne saurait vivre deux ou trois mois que grâce à l'absence du Parlement et à l'aide des vacances.

» Il ne peut ni marcher en avant, ni marcher en arrière; les uns tirent à hue, les autres à dia. Les socialistes qui s'y trouvent sont déjà avilis; les opportunistes qu'il renferme sont déshonorés; ils pourrissent tous à leur contact respectif ».

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

« J'attends qu'on exige, du ministère, des actes. Nous lui demandons mieux que cela, nous lui demandons des résultats. *Ce qu'il nous doit, ce qu'il doit au peuple républicain et socialiste* est de faire rentrer, dans l'ordre, et le silence, tous les révoltés de l'Etat-major, c'est d'aplatir toutes les fanfaronnades et rodomontades militaires, c'est d'assurer, en Bretagne, où se prépare, contre l'innocent, une abominable explosion de haine sauvage et réactionnaire, le respect de la République, de l'humanité et du droit. »

M. L. Desmoulins dit dans le *Gaulois* :

« Le Parlement s'est solidarisé avec un ministère sans principe, sans programme, uniquement préoccupé d'une tâche étrangère à l'intérêt national. Le plus franchement du monde, M. Waldeck-Rousseau l'a publiquement avoué. Il a reconnu que la République était défaillante et que pour la relever, les efforts de tous devaient s'associer.

« D'autre part, M. Mirman a fait le procès du régime, en termes si nets, qu'après l'avoir entendu, l'on cherche d'instinct l'homme providentiel, qui le doit réformer ».

Dans le même journal, M. F. Coppée publie un article dont voici un passage :

« Il faut nous étonner d'autant moins de certaines conversions subites dans le monde politique que nous savons positivement aujourd'hui, par les révélations de M. Dujardin-Beaumetz, qu'elles ne sont pas désintéressées.

» Nous apprendrons, tôt ou tard, qu'un nouvel Arton a convaincu par des raisons sonnantes et trébuchantes, quelques-uns de nos honorables, de la nécessité du ministère Waldeck Millerand-Galliffet.

» Maintenant, je me demande, avec inquiétude, de quoi

FEUILLETON DU 28 JUIN 1899. — N° 5

LA MARCHANDE de FLEURS

Par Xavier De Montépin

PREMIÈRE PARTIE

La Comtesse Marcelle

III

— Je dois être la première victime...

Ton tour ne viendra qu'ensuite! — Ecoute, Philippe, nous sommes étroitement, indissolublement liés l'un à l'aut